



Embarquer le plus grand nombre



Dans une démarche de **mieux accompagner les différents acteurs** dans la construction de leurs propres démarches de création **d'indicateurs alternatifs**, l'onglet « Explorer l'existant » intègre désormais **des fiches de présentation de travaux de chercheurs**.

Cette fiche présente un résumé du travail de thèse de **Félicien Pagnon, rédigé par lui-même**.

Après la croissance. Controverses autour de la production et de l'usage des indicateurs alternatifs au PIB.

L'objectif de cette recherche était de rendre compte de **la genèse, de la circulation et de l'institutionnalisation des indicateurs alternatifs au PIB** (Produit Intérieur Brut, l'agrégat qui mesure la croissance économique), depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre. Ces indicateurs alternatifs constituent une **réponse quantifiée aux critiques émises à l'encontre du PIB et de sa centralité dans la politique économique des sociétés industrialisées**.



Le travail d'enquête qualitative (43 entretiens, 2 fonds d'archives, 3 séquences d'observation) que j'ai mené m'a **conduit à montrer la diversité des indicateurs alternatifs au PIB** qui existent actuellement et plus encore les clivages qui traversent les acteurs qui les portent.

Dans la problématique de la thèse, je mobilise la notion de **controverse** afin d'interroger les raisons pour lesquelles certains indicateurs parviennent à exister sous la forme de dispositifs d'action publique plutôt que d'autres. Le développement de la thèse se décompose en trois parties, qui portent **sur la sociogenèse, l'appropriation et l'institutionnalisation des indicateurs alternatifs au PIB.**

J'examine **dans la première partie** le processus sociohistorique qui voit émerger de tels indicateurs dans le cadre d'une **controverse sur la mesure de la richesse** : des indicateurs sociaux émergent à la charnière des années 1960 et 1970 pour faire contrepoids aux indicateurs traditionnellement utilisés dans la gouvernance économique (PIB, inflation, taux de chômage...).



Cette thématique réémerge avec force dans les années 2000 en France. C'est notamment **la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi** qui va contribuer à revitaliser cette question : j'ai ainsi réalisé dix entretiens avec les membres de la commission, dont **Joseph Stiglitz et Jean-Paul Fitoussi**, afin de rendre compte des débats qui traversaient le groupe de travail relatifs :

- aux nouvelles techniques de mesure du revenu des ménages,
- aux dimensions de la qualité de vie et
- aux mesures de la soutenabilité sociale et environnementale.

J'ai également pu utiliser extensivement les archives de la commission hébergées à l'OFCE. Suite au travail de cette commission, une controverse se noue avec **le Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse (FAIR)**, grâce à l'action collective de divers chercheurs tels que Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice ou Dominique Méda.



Dans cette partie je rends compte du travail de contre-expertise et de mobilisation mené au sein de ce réseau. FAIR défend une **approche « participative »**, visant à associer étroitement les **citoyens à la production de telles métriques, afin de fournir une information au plus proche du vécu de chacun.**

Dans la deuxième partie de la thèse, je montre les modes d'appropriation dont ces indicateurs font l'objet à deux échelles de gouvernance distinctes :

- celle des **institutions de production statistique nationales et supranationales,**
- celle des **collectivités territoriales françaises.**

Dans un **cas comme dans l'autre, l'introduction d'indicateurs alternatifs contribue à transformer les politiques publiques de production statistique et les pratiques de gouvernance qui reposent sur le suivi de ces chiffres.**



Embarquer le plus grand nombre



A l'échelle transnationale, j'étudie la mise à l'agenda de la question de **la post-croissance et son influence sur les politiques publiques** de production d'indicateurs statistiques. Je montre ainsi comment naît un espace de commune mesure transnational, qui offre pour **points de référence** :

- **la qualité de vie**
- **les conditions sociales d'existence,**
- **matérielles** (revenu, emploi, logement, etc.)
- et **immatérielles** (liens sociaux, confiance dans les institutions, etc.)

A l'échelle locale, j'analyse les effets de cette mise à l'agenda des indicateurs alternatifs **à l'échelle locale des collectivités territoriales**. Je compare les différentes pratiques d'appropriation et de mise en œuvre de ces indicateurs dans:

- le département de la Gironde,
- dans les régions Pays de la Loire et
- Nord-Pas-de-Calais,
- et dans la métropole grenobloise.

En particulier, j'analyse **les dispositifs participatifs** mis en œuvre dans le cadre de **ces processus d'appropriation qui visent à faire participer directement les citoyens à la production des indicateurs**.



Embarquer le plus grand nombre



Dans **la troisième partie de la thèse**, je m'intéresse au processus de vote et de mise en œuvre de la « **loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques** » portée par la députée Éva Sas, et à ses effets termes d'action publique.

Ce texte met en place **un nouveau dispositif d'évaluation des politiques publiques** conduites par le gouvernement dans le cadre de la procédure annuelle d'examen budgétaire, **en particulier au regard des effets sociaux et environnementaux des mesures proposées.**

J'étudie ensuite comment le vote de cette loi a entraîné la production d'un **nouvel instrument d'action publique, en l'espèce du « rapport sur les nouveaux indicateurs de richesse »**. Celui-ci comprend dix indicateurs définis dans le cadre d'une procédure participative orchestrée par France Stratégie et le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE).



Embarquer le plus grand nombre



Les deux institutions réalisent ainsi

- des sondages,
- des panels citoyens,
- des concertations avec la société civile organisée,

afin de déterminer les dix indicateurs que comprendra le rapport annuel.

Si ce rapport est sous-utilisé aujourd'hui, il offre pourtant un outil précieux d'évaluation de la portée sociale et environnementale des politiques publiques entreprises par le gouvernement.

Je démontre tout au long de la thèse que différents indicateurs alternatifs au PIB sont parvenus à **s'institutionnaliser** au cours des deux dernières décennies, sous diverses formes et à diverses échelles de gouvernance,

- **en termes pratiques** à l'échelle des collectivités territoriales,
- **en termes juridiques** à l'échelle nationale et
- en termes de **production statistique** à l'échelle transnationale.

Néanmoins, cette institutionnalisation des indicateurs alternatifs au PIB est plus ou moins poussée **selon les régions** du **monde social qui se les approprient** : organismes statistiques, organisations internationales, collectivités territoriales, monde parlementaire et cabinets ministériels.



Embarquer le plus grand nombre



Différents facteurs expliquent que **ces métriques alternatives ne parviennent que marginalement à déstabiliser l'institution que constitue le PIB.**

En premier lieu, des controverses d'ordre **technique** jouent sur l'inégale mise en œuvre dont les indicateurs font l'objet : leur institutionnalisation dépend ainsi pour partie **de la capacité des acteurs à leur donner une forme opérationnelle et susceptible de transformer des pratiques routinières.**

Pour autant, l'explication ne saurait se réduire à un déterminisme technique. En effet, mon enquête de terrain permet de démontrer que **la configuration sociale des acteurs qui promeuvent de tels indicateurs est clivée :**

- **il existe des rapports de force sociaux et politiques,**
- **des asymétries de pouvoir qui permettent à certaines voix de se faire entendre tandis que d'autres ne trouvent que très peu d'écho.**



Sources sur le sujet :

- Pagnon, F. (2022, 30 novembre). Après la croissance : Controverses autour de la production et de l'usage des indicateurs alternatifs au PIB. <https://theses.hal.science/tel-04092409v1>
- Pagnon, F. (2023). D'un savoir économique critique à un instrument d'action publique inoffensif : les usages des nouveaux indicateurs de richesse et leurs métamorphoses. *Revue Française de Socio-Économie*, 31(2), 175-194. <https://doi.org/10.3917/rfse.031.0175>.
- Reporterre. (2018, novembre 3). Scotché au vieux monde du PIB, le gouvernement oublie les « nouveaux indicateurs de richesse ». Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre. <https://reporterre.net/Scotche-au-vieux-monde-du-PIB-le-gouvernement-oublie-les-nouveaux-indicateurs>

Rédaction de la fiche : Félicien Pagnon

Mise en page : Lola Mercier Valero